

D'autre part, l'Association des sociétés pétrolières indépendantes du Canada a également d'autres critiques à formuler à l'endroit de la politique énergétique. Cette organisation représente le groupe même auquel le budget est censé venir en aide, c'est-à-dire les petites entreprises pétrolières du Canada.

L'Association estime que le programme fiscal et la politique énergétique nationale auront pour effet de réduire les liquidités de 22 à 33 p. 100, ce qui risque certainement de nuire aux petites et aux moyennes entreprises canadiennes. Il n'y a aucun doute là-dessus: elles ne pourront tout simplement pas supporter ces réductions. L'impôt de 8 p. 100 sur les recettes brutes n'est pas déductible, ce qui signifie une diminution de 25 p. 100 des profits des sociétés. Il est impossible qu'une petite entreprise parvienne à s'accommoder d'une baisse de 25 p. 100 de ses bénéfices.

Dans son budget et son programme énergétique, le gouvernement libéral n'a tenu aucun compte de l'inflation. Le gouvernement ne se rend pas compte que les entreprises doivent réaliser d'énormes bénéfices pour survivre en période d'inflation, et pourtant, je n'ai jamais entendu aucun ministre libéral du cabinet, que ce soit le ministre des Finances ou un autre, parler d'apprécier l'inflation pour en tenir compte au moment d'aborder la question des bénéfices des entreprises pétrolières ou de toute autre entreprise.

L'APIC accuse la politique énergétique nationale d'aller à l'encontre de deux de ses principaux objectifs, à savoir la canadienisation de l'industrie pétrolière et la garantie des approvisionnements. Le nouveau système a pour effet de réduire les investissements au Canada, au profit des États-Unis. Elle craint que la politique énergétique nationale ne retarde la réalisation de l'autarcie en matière d'énergie. La Dow Chemical et l'Association pétrolière indépendante du Canada ont souligné que la politique énergétique du parti libéral retarderait l'autarcie du pays en matière d'énergie, et cela est attribuable en grande partie au fait qu'elle entraîne une baisse des investissements du secteur privé.

Ce que le parti libéral cherche, c'est mettre le pays à la merci des multinationales. Ces dernières et les pays membres de l'OPEP n'ont jamais eu de meilleur allié. Le gouvernement crée plus d'emplois dans ces pays qu'au Canada.

La Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors a déclaré que depuis le 28 octobre dernier, jour du budget, les compagnies de forage de puits de pétrole ont mis 11,360 employés à pied et que le bill 54 aura pour effet de multiplier les congédiements. Comme l'a dit mon collègue d'Esquimalt-Saanich (M. Munro), le gouvernement a l'appui inconditionnel du NPJ. D'ici le mois de mars, 28,000 travailleurs des industries liées à celle du pétrole auront aussi perdu leur emploi au Canada. Au début du printemps, ce chiffre aura atteint les 40,000. Ils pourront alors se prévaloir du programme Canada au travail. C'est d'ailleurs la seule solution que les libéraux ont à offrir à tous les Canadiens qui vont ainsi perdre leur emploi.

L'Association a également dit que 43 installations de forage et 15 d'extraction ont déjà été démantelées et transportées aux États-Unis. Ces chiffres sont probablement supérieurs à ceux qu'a cités le député de Lethbridge aujourd'hui et je suis certain qu'ils augmentent quotidiennement. Un nombre sans précédent de 174 derricks ont été immobilisés et été laissés sur place à rouiller.

Impôt sur le revenu—Loi

Le programme énergétique national et l'absence d'accord avec l'Alberta retardent pratiquement tous les projets d'exploitation des sables pétrolifères d'Alberta. Si ces sables pétrolifères ne sont pas exploités, nos espoirs de parvenir à l'autonomie énergétique s'évanouissent.

J'ai eu connaissance d'autres faits alarmants aujourd'hui, au cours d'une conversation avec le député de Red Deer (M. Towers). Il m'a appris que, dans sa région, 800 camions utilisés par l'industrie pétrolière restaient là à ne rien faire. Tous nos applaudissements aux libéraux et aux néo-démocrates. Je suis sûr qu'ils sont fiers de ce résultat.

Permettez-moi de citer les chiffres que le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a mentionnés dans un discours devant le Club Rotary de Scarborough, le 20 janvier. Il parlait des dangers de la politique libérale et il a fait remarquer:

Cela intéresse tout le Canada, j'insiste là-dessus, car les gens de l'Ontario commettraient une grave erreur en s'imaginant que le conflit actuel sur la question énergétique se joue uniquement entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Ouest ou de l'Atlantique. L'Ouest a évidemment de gros intérêts en jeu, il est certain que la politique fédérale actuelle, que ce soit pour le transport, l'énergie ou dans d'autres domaines, menace le bien-être économique de l'Ouest et, bien plus encore, le sentiment de solidarité des habitants de cette région avec l'ensemble du pays. L'Atlantique a également des intérêts directs et primordiaux en jeu. Comme chacun sait, Mobil a renoncé à participer à la mise en valeur de l'important gisement Hibernia, du moins jusqu'à ce que la question de la juridiction sur les ressources sous-marines soit réglée.

La course à l'autonomie énergétique a été brutalement interrompue.

Le chef de l'opposition a également fait remarquer à son auditoire:

Pour vous, qui habitez Scarborough et l'Ontario, la question n'est pas seulement de pouvoir maintenir l'unité du pays. C'est votre sécurité énergétique et celle de vos enfants qui sont directement en jeu ainsi que le développement économique de la province. Les programmes énergétiques de Marc Lalonde mettent en péril la province et la population de l'Ontario. Autrement dit, vous pourriez très bien manquer d'énergie d'ici trois ou quatre ans. Vous pourriez fort bien perdre les contrats et les emplois susceptibles de relancer l'économie de l'Ontario et du Canada.

Je suppose que nous n'avons pas à nous inquiéter outre mesure. Les libéraux étudient des programmes de rationnement de l'essence. Je suppose que ce sera leur prochaine initiative.

Le chef de l'opposition a poursuivi en ces termes:

Je vais vous dire exactement comment ces programmes menacent votre sécurité énergétique et vos perspectives économiques. Jusqu'ici, les habitants et les industries de l'Ontario ont réussi à répondre à tous leurs besoins en énergie à partir de sources canadiennes. Nous avons, en tant que pays, instauré des réseaux de production et de distribution qui garantissent à l'Ontario un approvisionnement de pétrole et de gaz à partir de sources canadiennes. Cela a mis la province dans une position beaucoup plus sûre que les cinq provinces de l'Est—le Québec et les quatre provinces de l'Atlantique—dont les approvisionnements en pétrole dépendent aujourd'hui, jusqu'à concurrence de 60 p. 100, du pétrole importé, pétrole dont nous ne pouvons contrôler ni l'approvisionnement ni le prix.

Nous sommes un pays et un grave bouleversement au niveau des importations de pétrole dans l'Est—les cinq provinces dont 60 p. 100 des approvisionnements reposent sur le pétrole de l'OPEP—entraînerait un système de rationnement, qui est prévu aux termes de la loi canadienne...

J'aimerais revoir brièvement l'histoire de la pénurie de pétrole. Ce problème a vu le jour dans les années 50 et lorsque le gouvernement Diefenbaker est arrivé au pouvoir, il a reconnu l'existence du problème et a proposé au début des années 60 le programme d'accès aux ressources. Le gouvernement d'alors voulait mettre ce programme en vigueur pour développer le Nord, mais le parti libéral l'a tourné en ridicule. Certaines routes ont été construites et certains plans à long terme mis en vigueur, mais lorsque les libéraux sont revenus au